

Nouvelles locales du mercredi 17 septembre 2014

@rib News, 17/09/2014 ĩ SĂ©curitĂ© - Des contradictions continuent de se faire remarquer dans les propos de la police et ceux des autres intervenants suite Ă la mort de trois religieuses Ă la paroisse catholique de Kamenge dite chez Buyengero. En effet, lâ€™tata-civil trouvĂ© dans les livres de la commune Kinama ne concorde pas du tout avec ce que la police a annoncĂ© juste aprĂ©s son arrestation. En outre, il est fait mention que Christian Butoyi, jumeau de Bonaventure Bukuru est nĂ© dans la commune urbaine de Kinama. Mais, la police a annoncĂ© quĂ©il est nĂ© dans la commune de Kamenge.

De plus, aprĂ©s des dĂ©clarations de lâ€™ancien propriĂ©taire de la parcelle sur laquelle est Ă©rigĂ©e la paroisse de Kame affirmant que ce dernier nĂ©t jamais eu de litige avec la paroisse quant Ă cette propriĂ©tĂ©, le pĂ©re du prĂ©sumĂ© auteur du triple massacre fait savoir quĂ©il nĂ©t jamais passĂ©, ne fut-ce quĂ©une nuit, dans la commune urbaine de Kamenge. E Singayirimana prĂ©cise quĂ©aprĂ©s que la famille se soit dispersĂ©e suite Ă la guerre, ils ont fui le pays et sont retournĂ©s au Burundi en 2008 et quĂ©il nĂ©t pas rentrĂ© en mĂame temps que ses deux fils, il a Ă©tĂ© Ă©tonnĂ© de les trouver en . Il affirme tout de mĂame que Christian Butoyi nĂ©t pas du tout agressif malgrĂ© sont Ă©tat de dĂ©ficience mentale. Il ajout quĂ©il ne connaissait mĂame pas si son fils se trouvait au Burundi. Il demande enfin Ă la justice de faire son travail pour que les vrais assassins des trois soeurs soient punis conformĂ©ment Ă la loi puis que, selon lui, un fou ne peut pas faire du mal Ă quelquĂ©un. Ă Ă [isanganiro/rpa/bonesha] ĩ Politique - Onze partis politiques rĂ©unis au sein de lâ€™ADC-Ikibiri viennent dĂ©adresser une correspondance au prĂ©sident de la CENI pour lui demander de ne suivre que la loi, cĂ©est Ă la Constitution, la loi Ă©lectorale, la feuille de route et les principes gĂ©nĂ©raux pour la bonne conduite des Ă©lections de 2015. Selon le prĂ©sident de cette coalition, la CENI devrait plutĂ©t suivre la loi fondamentale pour que les choses se passent plutĂ©t bien. LĂ©once Ngendakumana affirme quĂ©il sĂ©agit dĂ©une troisiĂ©me correspondance adressĂ©e au la CENI mais quĂ©il nĂ©t jamais donnĂ© de rĂ©ponse adĂ©quate Ă leurs revendications. Il prĂ©cise quĂ©aprĂ©s ces correspondances, ils vont plutĂ©t continuer Ă demander une audience chez le prĂ©sident de la CENI et si besoin il y a ils vont demander une dĂ©mission pure et simple de Pierre Claver Ndayicariye. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] - La CENI fait savoir quĂ©elle essaie de consulter toute personne susceptible de donner sa contribution dans le processus Ă©lectoral de 2015. Selon le porte-parole de cette institution, ils ne peuvent pas faire une chose qui soit contraire aux aspirations du peuple burundais. Prosper Ntahorwamiye prĂ©cise que cette commission nĂ©t pas voulu monopoliser ce travail et que dans les prochains jours ou dans une seule semaine, le rapport des premiers consultations sur la mise ne place des CECI et CEPI sera publiĂ©. - Alors que le parti CNDD-FDD a cĂ©lĂ©brĂ© le week-end dernier les 4 annĂ©es quĂ©il vient de passer au pouvoir, il trouve que la libertĂ© dĂ©expression est une preuve incontestable que le processus dĂ©mocratique va bon train dans ce pays. Selon le porte-parole de ce parti, celui qui ne veut pas y croire est tout simplement considĂ©rĂ© comme Ă©tant une personne qui nĂ©t aime pas la paix. OnĂ©sime Nduwamana trouve en outre que la population a besoin de la justice Ă ce sujet et quĂ©elle doit Ă©tre informĂ©e de ce qui se passe au niveau dĂ©mocratique. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] - Pourtant, le prĂ©sident du parti FNL non reconnu par le ministĂ©re de lĂ©intĂ©rieur affirme que la dĂ©mocratie burundaise est mise en mal par le pouvoir. Selon Rwasa Agathon, le pouvoir actuel via la CENI, discrimine et Ă©carte certains politiciens qui, aux yeux de la communautĂ© internationale, ne devraient pas Ă©tre Ă©cartĂ©s. Il trouve que les responsables de la CENI se prĂ©voient de la loi pour violer cette mĂame loi. Il ne comprend pas du tout comment la CENI lui octroi la totalitĂ© des pouvoirs alors quĂ©il sĂ©agit dĂ©une simple personnalitĂ©. Il trouve en fin que la CENI devrait se pencher sur la constitution des diffĂ©rentes dĂ©clarations des uns et des autres. Il demande le respect de trouver des solutions de recharge la loi et surtout des conventions internationales sur les droits de lâ€™homme. [rpa/bonesha/isanganiro] - Le parti Sahwanya Frodebu quant Ă lui trouve que la dĂ©mocratie est un gouvernement du peuple par le peuple. Le prĂ©sident de ce parti estime que lâ€™opposition est un gouvernement alternatif qui doit rester Ă cĂ©tĂ© du gouvernement premier afin de lâ€™aider Ă traiter des questions de grande envergure. LĂ©once Ngendakumana trouve que dĂ©autant plus que les partis politiques ne peuvent pas Ă©voluer librement et que les mĂ©dias sont interdits de fonctionner, la dĂ©mocratie sera toujours un rĂ©ve dans les collines du pays de Mwezi Gisabo. Il a profitĂ© de cette occasion pour annoncer que la rĂ©unification du parti Sahwanya Frodebu est proche tout en affirmant que ce parti nĂ©t pas connu aucune scission, mais plutĂ©t quelques dissidences. [bonesha/isanganiro] ĩ Justice - Des rĂ©actions pour dĂ©noncer et critiquer la dĂ©cision du tribunal de grande instance en mairie de Bujumbura de maintenir en prison le prĂ©sident de lâ€™APRODH continuent de tomber. En effet, le FORSC se dit Ă©tonnĂ© par une telle dĂ©cision prise par des personnes ayant fait le droit. Le prĂ©sident de cette coalition de la sociĂ©tĂ© civile burundaise trouve que les juges burundais sont loin dĂ©Ă©tre indĂ©pendants Ă voir les dĂ©cisions quĂ©ils prennent dans des affaires comme celle-ci. Vital Nshimirimana trouve Ă©galement que les juges burundais ont peur de dire la vĂ©ritĂ© et estime que cĂ©est une honte pour le pays. Il demande une prise de conscience de leur part afin de redorer lâ€™image du pays. [rpa/bonesha/rtr] - Le forum de la sociĂ©tĂ© civile dite PISC Burundi dĂ©nonce Ă©galement le fait que le prĂ©sident de lâ€™APRODH soit gardĂ© en prison lors de son procĂ©s comme cela a Ă©tĂ© dĂ©cidĂ© par le tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura. Selon le prĂ©sident de ce forum, une personne Ă©gĂ©e de plus de 60 ans et souffrant dĂ©une maladie incurable doit bĂ©nĂ©ficier dĂ©une libertĂ© provisoire pour quĂ©elle puisse comparaĂ©tre Ă©tant libre. Samuel Nkenguru trouve que cette dĂ©cision est dĂ©plorabile mais affirme quĂ©ils vont continuer Ă demander sa libĂ©ration tout en respectant la dĂ©cision de la justice. Il prĂ©cise en outre quĂ©une dĂ©cision de la justice doit Ă©tre respectĂ©e en attendant une autre dĂ©cision qui se veut plus juste que la prĂ©cĂ©dente. Il annonce quĂ©ils ne sont pas en train de demander que les fautes qui incombent Ă Pierre Claver Mbonimpa soient effacĂ©es, mais plutĂ©t quĂ©il puisse bĂ©nĂ©ficier dĂ©une libertĂ© provisoire la loi le lui autorise. [rpa/bonesha/rtr/rtnb/isanganiro]